



Solidaires
Finances
Publiques

Solidaires
DOUANES

Solidaires
finances
Sud
INSEE

**Comité d'Hygiène Sécurité et
Conditions de Travail
de Seine-Maritime
14 juin 2022**

Rénovation de la cité administrative - Réinstallation de la DRFiP

Peu d'informations nouvelles auront été apportées durant cette séance.

Un comité de pilotage est prévu par la préfecture pour envisager la répartition des différentes administrations selon les étages (« macrozoning »). La liste des services accueillis s'allonge : ARS, DREETS, DDETS, DRAC, DRAF... nous approchons maintenant des 1900 agents ! Les services accueillants du public seront situés au rez-de-chaussée. L'accueil du public se fera comme à la Préfecture, hall, tickets et petits bureaux pour les usagers.

La direction semble avoir des difficultés à faire valoir ses besoins concernant les salles de formation (pour rappel formation professionnelle pour toute la Seine Maritime et l'Eure) auprès du maître d'œuvre. Les élus font remarquer que les salles ne sont pas confortables. La direction indique qu'elle préférerait 4 grandes salles que 6 petites.

Suite à l'annonce de l'installation du Centre de Contact dans la cité, nous exprimons notre inquiétude concernant le respect des préconisations de l'INRS spécifique aux centres d'appel (climatisation, chauffage, acoustiques, espacement des bureaux les règles AFNOR sont rappelés).

Des remarques sont également formulées concernant l'accès aux agent.es à mobilité réduite : le parcours est complexe et comprend des portes qui ne sont pas adaptées. La direction indique être consciente de ces insuffisances et sollicite auprès du maître d'ouvrage une automatisation ou une assistance à l'ouverture pour ces portes. Les élus au CHSCT demande qu'une visite soit organisée afin de voir le cheminement PMR.

Registre Santé et Sécurité au Travail

Une mention dans le registre de la **Direction Régionale des Douanes du Havre** signale d'inquiétantes fissures dans le bâtiment. Ces fissures font suite à des problèmes d'étanchéité de longue date, et plus récemment aux travaux de construction d'un bâtiment voisin. Selon le Pôle Moyens et Ressources, la structure n'est pas affectée. Le rapport d'expertise a été demandé par les représentants du personnel.

Au **Bureau de Douanes de Rouen Port**, le local à saisies du 1er étage est mentionné du fait des émanations désagréables qui en proviennent. Si une réflexion sur les locaux de stockage de saisies a déjà donné lieu à des mesures de prévention sur les sites du Havre, il apparaît que d'autres sites pourraient être examinés. Il ne s'agit pas seulement du stockage de matières dangereuses, mais également de marchandises comme les contrefaçons d'où peuvent émaner des composés organiques volatils.

Accidents de service

Après une séance de tir au stand d'Octeville sur mer, au cours de laquelle le casque de protection a glissé, un agent des **douanes du Havre** a souffert de troubles auditifs. Une organisation syndicale signale que l'accident est dû à un défaut du casque et sollicite la dotation de casques individuels ou de bouchons auditifs. L'administration va étudier cette proposition.

Fiches de signalement

Par les multiples signalements communiqués, nous constatons encore et toujours que les **agent.es d'accueil des Finances Publiques** restent régulièrement exposé.es à des comportements agressifs des usagers.

Nous rappelons que l'Administration ne peut se retrancher derrière une évolution globale de l'incivilité, car elle porte également une part de responsabilité dans la défiance des usagers, due au recours toujours plus large à l'informatique au détriment de l'accueil physique et de la qualité du service public. Certains usagers ont une grande distance à parcourir et ne prennent pas forcément rendez-vous, ils se trouvent donc invités à revenir !!!

Dans ce contexte défavorable nous préconisons l'affichage d'un avertissement légal à l'accueil, et l'action effective en justice de l'administration contre les fautifs.

Plusieurs signalements soulèvent des risques psycho-sociaux au **Service Technique Automobile** (Douanes du havre).

Une délégation intersyndicale du CHSCT a formulé plusieurs propositions concernant l'organisation du service, dont l'affectation d'un encadrant local à temps complet, la délocalisation de la fonction de secrétariat, une expertise de la Psychologue du Travail et des Organisations, l'intervention d'un tiers.

La direction, qui ne perçoit pas de gravité et d'urgence dans la situation actuelle, va proposer une médiation pour tenter de surmonter certaines difficultés interpersonnelles. La question de la délocalisation du secrétariat est différée jusqu'au prochain recrutement à ce poste. Les élus au CHSCT demandent à ce que la situation d'urgence soit prise en compte et que des mesures soient prises sans attendre le mois de septembre (mobilité).

Budget 2022

La présidente, qui ne craint pas de prendre des libertés avec le fonctionnement de l'instance, a surpris et déçu les représentants au CHSCT En décidant, sans même l'évoquer en séance, de ne pas présenter les dépenses proposées par des administrations mais également en décidant de temporiser une dépense qui avait été validée ultérieurement (achat de pédales pour fontaine à eau et marquages de câbles électriques).

Par ailleurs, la formation de conduite automobile (CENTAURE), ayant reçue beaucoup d'inscriptions, a fait l'objet d'un réengagement de crédits.

Médecine de prévention

Concernant les **agent.es dits vulnérables** aux formes graves de covid19, il n'y a pas de modification pour le moment des modalités du décret. Leur situation au regard du télétravail perdurera au-delà du 31 juillet (5 jours/5 ou 4 ou 3 jours) ; Dans tous les cas, le retour en présentiel sera organisé de manière progressive, sous la supervision de la médecine de prévention, qui concentrera particulièrement son attention sur les agent.es en télétravail complet.

Nous rappelons que la situation de la médecine de prévention dans notre département est dégradée, le Docteur Lemonnier étant seul médecin en poste depuis le départ à la retraite du Docteur Bahaut, et en attente du recrutement de son successeur.